



Conseillère ou conseiller en relation du travail

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur : Secteur des infrastructures, et des relations du travail dans les réseaux – Direction générale des relations du travail – Direction des relations du travail – commissions scolaires. Un emploi est à pourvoir au 150, boulevard René-Lévesque Est, à Québec.

Contexte :

La Direction des relations du travail – commissions scolaires a le mandat de négocier et d'interpréter les conventions collectives nationales applicables au personnel enseignant des commissions scolaires et de conseiller les autorités ministérielles en matière de relations du travail.

Attributions :

Sous l'autorité du directeur, la personne titulaire de l'emploi assure, au sein des comités patronaux de négociation, la représentation formelle du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) à une ou plusieurs tables de négociation touchant le personnel enseignant des commissions scolaires et contribue à la mise en œuvre des grandes orientations du gouvernement au regard des conditions de travail des employés des réseaux de l'éducation.

Elle assure également un service-conseil auprès des autres directions ou des autorités du Ministère en matière de relation du travail.

Dans le cadre de son travail, la personne titulaire de l'emploi devra notamment :

- Réaliser des travaux d'analyse et de recherche relativement aux conditions de travail des enseignants des réseaux primaire et secondaire;
- Représenter le Ministère au sein de l'équipe patronale, aux tables de négociation du personnel enseignant des commissions scolaires ainsi qu'à des comités de travail avec la partie syndicale ou lors de rencontres avec les représentants syndicaux sur des dossiers spécifiques;
- Fournir par écrit aux autorités du Ministère des analyses précises et des réponses originales au regard de problématiques de relations du travail. ;
- Orienter et effectuer des recherches en matière de rémunération, d'organisation du travail et de conditions de travail afin de supporter l'implantation de lois, de règlements et de politiques ministérielles dans l'administration des services éducatifs québécois.

Profil recherché :

La personne recherchée doit faire preuve d'autonomie, d'une bonne capacité d'analyse et démontrer des habiletés en communication écrite et orale afin d'établir et maintenir de bonnes relations avec les partenaires.

EXIGENCES : Diplôme universitaire de 1^{er} cycle en administration, en relations industrielles, en droit ou dans une discipline connexe; une année d'expérience dans le domaine de l'éducation ou des relations du travail; une connaissance approfondie des tendances jurisprudentielles ainsi que des encadrements législatifs en droit du travail tels que le Code du travail, la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, la Loi sur les normes du travail, la Loi sur la santé et la sécurité du travail, la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Si ce poste vous intéresse et que vous répondez aux exigences, faites parvenir votre curriculum vitae par courriel à l'adresse elise.robaille@education.gouv.qc.ca ou par télécopieur au 418 643-7926.

Information :

M^{me} Elise Robaille : 418 646-9000, poste 3454.

